

- 709 Paiement, nonobstant la Loi des rentes sur l'État, à même la caisse des rentes sur l'État, à Fred Clare et Celia Clare détenteurs des contrats de rentes canadiennes nos 313,519 et 313,520, les primes versées en vertu desdits contrats moins le montant des rentes payées en vertu de ces contrats. 1 00
- 710 Nonobstant toute disposition contraire de la Loi des rentes sur l'État, pour autoriser le ministre du Travail, à la suite du transfèrement d'employés des employeurs originaux aux nouveaux employeurs spécifiés dans le détail des affectations, de conclure avec les employeurs originaux et les nouveaux employeurs des contrats prévoyant que les nouveaux employeurs deviendront, aux dates spécifiées dans le détail, partie aux contrats collectifs de rente spécifiés dans ledit détail à la place des employeurs originaux, à l'égard des employés qui bénéficiaient de ces contrats et qui ont été transférés aux nouveaux employeurs. Les contrats s'appliqueront selon la durée du service auprès des employeurs originaux et des nouveaux employeurs et leur validité sera prolongée de la durée que le Ministre jugera nécessaire pour conserver et prolonger les droits de pension dont jouissent ces employés en vertu de ces contrats, et pour autoriser, dans l'année financière courante et les années suivantes, le paiement de prestations en vertu desdits contrats à même le compte des rentes sur l'État 1 00
- 711 Autorisation de paiements avant et après l'expiration de la présente année financière à même la Caisse des rentes sur l'État pour acquitter les engagements censés pris à l'égard des employés payés à l'heure, en conformité du paragraphe 2 de l'alinéa b) de l'article 3 du contrat collectif de rente G565 conclu sous le régime de la Loi des rentes sur l'État avec les compagnies filiales de la *General Motors Corporation* (États-Unis) en exploitation au Canada 1 00

LOI DE 1942 SUR LA COORDINATION DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

Dépenses pour la formation professionnelle en conformité de la Loi de 1942 sur la coordination de la formation professionnelle, et des accords entre le Dominion et les provinces approuvés par le Gouverneur en conseil, y compris les projets pour la préparation de personnes en vue d'emplois rémunérés ou d'industries pour la défense, la formation de la jeunesse, l'apprentissage, la formation professionnelle au stade de l'enseignement secondaire, la préparation aux fonctions de contre-maître et de surveillant, et la formation de membres des forces armées de Sa Majesté et autres personnes en vue des services armés spécialisés, et pour autoriser